



# FSU 12

*Enseignement, Education, Recherche, Culture, Formation, Insertion*

## Déclaration de la FSU au CDEN du 8 février 2018

Madame la Préfète, Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Cela fait maintenant 8 mois qu'un nouveau ministre - pourtant de l' « ancien monde » ! - est à la tête du ministère de l'Éducation Nationale, 8 mois au cours desquels, par delà les habillages cosmétiques de discours camouflant une certaine réalité, il a décliné et révélé, à travers chacune de ses prises de parole, à travers chacune de ces mesures, dans chaque choix de personnalités qu'il convoque pour appuyer ses dires, les fondamentaux de sa politique éducative : resserrement sur les fondamentaux, individualisation des parcours et des apprentissages, externalisation du traitement de la difficulté scolaire, déprofessionnalisation des enseignants et assujettissement de leurs pratiques...

Ces choix s'inscrivent clairement dans la lignée des politiques éducatives libérales à l'œuvre depuis une vingtaine d'années qui ont eu pour conséquences l'augmentation des inégalités scolaires et du poids des déterminismes sociaux dans la réussite scolaire, et dont les résultats de PIRLS, qui concernent les élèves ayant vécu leur scolarité sous les choix du ministre Blanquer, en sont une démonstration. Mais le ministre ne fait pas que bégayer la politique qu'il a menée de De Robien à Chatel. Il la répète, et l'approfondit, faisant des élèves issus des milieux populaires et des milieux ruraux isolés les principales victimes de sa vision ségrégative du système scolaire.

Dans le premier degré, la première carte scolaire de l'ère Macron-Blanquer était attendue avec inquiétude par les départements. Nous savons aujourd'hui qu'elle est à l'image d'un gouvernement qui veut poursuivre la baisse du nombre de fonctionnaires, déléguer les missions de service public au privé et qui a comme objectif d'organiser une école du tri social. Les 3.880 postes annoncés et répartis dans les académies ne seront de loin pas suffisants pour commencer à enrayer le sous-investissement chronique du premier degré que pointent toutes les études internationales.

Et l'ambition que notre école serait en droit d'attendre n'a pas été le choix budgétaire du gouvernement. La dotation ne permettra même pas la mise en place de la mesure phare de la politique Macron du dédoublement des CP et CE1 en Rep et Rep+ qui à elle seule demanderait près de 6 400 postes. Combien de départements, sans Rep+, vont payer le prix fort et rendre des postes pour assurer le dédoublement des classes dans leur académie. La pression de l'Éducation Nationale et le chantage aux fermetures de classes vont pousser les communes à fusionner dans les campagnes pour gagner par-ci, par-là quelques postes de direction ou des classes, faisant peu de cas des conditions de travail des enseignant-es et du bien-être des élèves en rallongeant les temps de transport. On va continuer aussi à fusionner maternelles et élémentaires dans les villes, avec des écoles à la taille de petits collèges, mais sans moyens administratifs.

Et pourtant, il suffirait de 250 postes en Aveyron. 250 postes, c'est en effet le nombre de créations qu'il faudrait dans notre département pour ne pas avoir plus de 25 élèves par classes, pas plus de 20 élèves par classe en REP, pas plus de 20 élèves dans les classes multi-niveaux en milieu rural, pour pouvoir scolariser 50% des enfants de 2 ans, avoir des RASED complets dans chaque circonscription, pour couvrir l'ensemble des besoins en terme de remplacement, pour ne plus avoir recours aux contractuelles et pour satisfaire à l'ensemble des besoins en terme de décharge de direction. Oui, 250 postes, mais nous reviendrons sur ce chiffre

Dans le second degré, certaines pistes programmatiques du candidat Macron avaient tout pour nous inquiéter. La « commande » passée à la commission Mathiot, et la mise en œuvre en amont d'une loi sur l'affectation dans le supérieur ont bien confirmé le renoncement à l'élévation du niveau pour tous, et la généralisation de mécanismes de sélections.

Cette politique est bien entendue guidée par l'idéologie des « premiers de cordées » qu'il faudrait privilégier quitte à ce qu'ils coupent la corde qui les relie à ces « seconds de cordée » qui pèsent un peu trop lourd et les empêche de progresser sur les faces difficiles de l'ascension scolaire. A travers ces réformes, mise en place ou envisagée, c'est la logique du passage qui se ferme au plus grand nombre, c'est la logique du parcours d'initiés qui s'imposent.

Mais on sait que cette politique s'ancre aussi dans des choix budgétaires d'austérité. Alors que la démographie augmente au niveau national, la préparation de rentrée 2018 se prépare sous le signe de 1300 postes en moins, tandis que la diminution forte des postes mis au concours de recrutement prépare d'autres suppressions quoi que les artifices de la communication ministérielle tente de montrer : en effet, avec 2600 postes offerts aux concours en moins pour la session 2018 (soit -20%), et une répartition des postes par discipline qui montre qu'il ne s'agit pas d'une suppression des postes qui n'avaient pas trouvé de lauréats par manque de candidats les années passées, se voit confirmé dans les faits le renoncement à améliorer les conditions d'encadrement dans le second degré.

Les chiffres parlent d'ailleurs d'eux-mêmes : pour 2300 élèves supplémentaires, l'académie était dotée pour la précédente rentrée de 200 Equivalents Temps Plein (ETP), quand pour 1700 élèves de plus prévus à cette rentrée, elle n'a le droit qu'à 51 équivalent temps plein... ce qui conduit inévitablement à une baisse de l'indicateur du H/E, qui s'il ne dit pas tout des conditions d'encadrement, témoigne néanmoins d'une tendance.

Pour prendre l'exemple de l'Aveyron, ce H/E va ainsi passer de 1,57 à 1,56. Marginal nous répondra-t-on : oui, sauf que cela reste une diminution et que nous avons suffisamment de recul – et les mêmes feuilles de calcul que l'administration ! - pour savoir que depuis plus de 10 ans c'est cette tendance là qui est à l'œuvre, même si les 3 dernières années avaient mis un petit coup d'arrêt à cette dégradation.

Et comme nous sommes des représentants des personnels, qui vivent l'école, et ne font pas que la calculer, nous savons aussi que ces chiffres trouvent des traductions concrètes sur le terrain avec des effectifs qui ne permettent pas une prise en charge optimale, la diversification pédagogique, etc...

Pour revenir au taux d'encadrement de 2005, et à des conditions d'apprentissage ambitieuses, il faudrait ainsi plus de 2500 emplois au niveau académique, compte-tenu de la démographie.

Irréalizable, déraisonnable, utopique, "les caisses sont vides" nous dira-t-on ... Certainement bien moins déraisonnable, vous répondra la FSU, que les 4 milliards et demi de cadeaux fiscaux que l'état vient de faire aux plus fortunés de ce pays...

Aujourd'hui, augmenter de 1% le budget de l'Education permettrait de tenir la moitié de nos demandes dans l'ensemble des départements. 1% cela correspond à 500 millions d'euros. Ou pour compter en Rafales, c'est le prix de 5 avions... Ou en montant perdu par la suppression de l'ISF, puisque c'est aussi ce que les 100 plus riches économiseront en 3 ans et demi en impôts, ces impôts qui permettent les services publics. Nous arrêterons là la comparaison, vous en avez compris évidemment le principe...

Investir dans l'Éducation est une affaire de choix politiques... La FSU n'a de cesse de mettre en avant que les services publics ne sont pas une charge, qu'ils sont un atout, et même un investissement social et pour l'avenir. La modernisation de l'action publique ce n'est pas la réduction du périmètre des services publics (une problématique qui nous concerne particulièrement en Aveyron), ce n'est pas la dégradation de ces services publics par une réduction des moyens humains et financiers. C'est tout le contraire : nous le savons au fond de nous ici tous, car ce que nous vivons au quotidien depuis que les services publics sont réformés... c'est tout sauf leur amélioration !